



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 a) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains : application des instruments relatifs aux droits humains

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis en application de la résolution [46/122](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport donne un aperçu des activités liées au fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, notamment des recommandations concernant l'octroi de subventions à diverses organisations, que le Conseil d'administration du fonds a adoptées à sa vingt-cinquième session, qui s'est tenue à distance du 23 au 27 novembre 2020. Il fait également état d'autres recommandations adoptées par le Conseil et des activités du fonds.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

A. Présentation du rapport

1. Le présent rapport a été établi conformément aux dispositions approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [46/122](#), portant création du fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. Il présente les recommandations que le Conseil d'administration du fonds a adoptées à sa vingt-cinquième session, qui s'est tenue à distance du 23 au 27 novembre 2020. Le 2 février 2021, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a approuvé ces recommandations au nom du Secrétaire général.

B. Mandat du fonds

2. Le fonds a été créé en application de la résolution [46/122](#), afin d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits humains ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Il est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'entités privées ou publiques et de particuliers.

C. Administration du fonds et Conseil d'administration

3. Le Secrétaire général administre le fonds par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), sur l'avis d'un conseil d'administration et conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Conseil d'administration est composé de cinq personnes ayant l'expérience voulue dans le domaine des droits humains, notamment une bonne connaissance des questions relatives aux formes contemporaines d'esclavage. Elles siègent à titre personnel et sont nommées par le Secrétaire général, compte dûment tenu du principe de répartition géographique équitable. Les membres actuels du Conseil sont Hina Jilani (Pakistan), Suamhirs Piraino-Guzman (Honduras) et Ecaterina Schilling (République de Moldova), qui ont été nommés pour un premier mandat de trois ans allant du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2023. Les mandats de Danwood Mzikenge Chirwa (Malawi) et Georgina Vaz Cabral (France) ont été renouvelés pour la première et dernière fois et courent du 1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2023. M. Chirwa a été nommé Président du Conseil à sa vingt-cinquième session.

D. Répercussions de la pandémie et mesures prises par le fonds

5. Le fonds a adapté ses méthodes de travail et ses critères d'octroi de subventions pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il a cherché à aider les rescapés de l'esclavage et les acteurs de la société civile qui leur prêtent assistance, dont la vulnérabilité a été exacerbée par la pandémie. Cette vulnérabilité accrue a été confirmée par une enquête informelle menée par le secrétariat du fonds auprès notamment des bénéficiaires et du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences (voir [A/HRC/45/8](#)). La manifestation publique annuelle organisée par le fonds le 2 décembre 2020 a permis d'éclairer un peu plus cette question (voir par. 20 à 23). En réponse, le Conseil a donné une plus grande liberté aux organisations en ce qui concernait l'utilisation des subventions pour 2020, a ajusté les critères de recommandation des subventions pour

2021 et a fait de la lutte contre la COVID-19 une priorité de sensibilisation pour les subventions pour 2022 (voir par. 15 et 18). Le secrétariat a revu la procédure d'évaluation des demandes de subventions car, en raison des restrictions de voyage qui avaient été imposées, il n'était pas possible d'effectuer des visites sur le terrain (voir par. 10). Le Conseil a tenu sa session annuelle à distance et mené des activités intersessions afin d'adapter sa stratégie et de coordonner les interventions réalisées dans ce cadre, notamment celles concernant la collecte de fonds (voir par. 13 et 14).

II. Gestion des subventions

A. Critères de recevabilité

6. Conformément au mandat du fonds énoncé dans la résolution 46/122, les personnes qui bénéficient de l'assistance du fonds sont celles dont les droits humains ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Les critères de recevabilité des projets sont définis dans les lignes directrices encadrant le fonctionnement du fonds. Les propositions de projet doivent avoir pour objet la fourniture d'une assistance aux victimes des formes contemporaines d'esclavage et, le cas échéant, aux membres de leur famille. Comme indiqué dans les lignes directrices, les formes contemporaines d'esclavage visées par les projets subventionnés par le fonds sont notamment : l'esclavage traditionnel, le servage, la servitude, le travail forcé, la servitude pour dette, les pires formes de travail des enfants, les mariages forcés et les mariages d'enfants, la vente d'épouses et la transmission de veuves en héritage, la traite d'êtres humains et le trafic d'organes, l'esclavage sexuel, la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales et l'utilisation d'enfants dans des conflits armés.

7. Les subventions sont accordées en priorité aux projets d'organisations de la société civile qui visent à apporter une assistance directe aux victimes de formes contemporaines d'esclavage pour leur permettre de se réadapter, d'obtenir réparation, de s'autonomiser et de s'intégrer dans la société. Cette assistance peut être d'ordre médical, psychologique, social, juridique, humanitaire ou éducatif ou encore être dispensée sous la forme d'une formation technique ou spécialisée ou par d'autres moyens propres à favoriser l'indépendance économique des personnes concernées. On trouvera sur le site Web du HCDH des précisions sur les différentes formes d'assistance fournies aux victimes dans le cadre de projets financés par le fonds, ainsi que sur leur incidence sur les conditions de vie des bénéficiaires (<https://www.ohchr.org/FR/Issues/Slavery/UNVTFCS/Pages/WhattheFundis.aspx>).

8. Au 1^{er} mars 2020, date butoir pour la présentation des demandes de subventions au titre de projets pour 2021, le fonds avait reçu 80 demandes. Après une évaluation préalable attentive de celles-ci par le secrétariat du fonds, 61 (soit 1 594 000 dollars d'aide directe aux victimes) ont été déclarées recevables et ont été examinées par le Conseil à sa vingt-cinquième session (voir par. 15 à 17). La priorité a été accordée aux demandes de projets qui participaient de l'action menée pour atteindre la cible 8.7 associée aux objectifs de développement durable, en particulier celles qui visaient à apporter une aide aux victimes de formes contemporaines d'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur.

9. La date butoir pour la présentation des demandes de subventions au titre de projets pour 2022 a été fixée au 1^{er} mars 2021. À la clôture de l'appel, le fonds avait reçu 127 demandes. Après une évaluation préalable attentive de celles-ci par le secrétariat du fonds, 94 (soit 2 424 390 dollars d'aide directe aux victimes) ont été déclarées recevables et seront examinées par le Conseil à sa vingt-sixième session, qui se tiendra du 22 au 26 novembre 2021. En 2022, la priorité sera accordée aux

demandes de projets qui cadreront avec les priorités thématiques du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences (voir [A/75/166](#)), en particulier à celles répondant aux besoins des personnes qui risquent tout particulièrement d'être exposées aux formes contemporaines d'esclavage et qui requièrent une attention et une protection accrues, telles que les peuples autochtones, les minorités, les personnes en situation de déplacement, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les personnes sans abri, y compris les enfants en situation de rue, et les victimes de l'esclavage qui sont exploitées dans l'économie informelle.

B. Contrôle et évaluation par le secrétariat du fonds

10. À sa vingt-cinquième session, le Conseil a été saisi de 61 demandes recevables de subventions au titre d'activités à mettre en œuvre en 2021. Le secrétariat du fonds procède à une évaluation approfondie de toutes les demandes de subventions en réalisant un examen sur dossier. De plus, dans le cadre de la procédure d'évaluation, les organisations qui soumettent des propositions de projet pour la première fois font généralement l'objet d'une visite sur le terrain avant qu'une subvention ne leur soit octroyée. Le secrétariat du fonds a établi un guide interne pour la conduite de visites dans le cadre de projets financés ou à financer afin d'assurer la cohérence de la procédure d'évaluation. En raison des restrictions de voyage liées à la pandémie, toutes les visites sur le terrain ont été annulées en 2020. Toutefois, 36 bénéficiaires avaient déjà fait l'objet, avant 2020, d'une visite sur le terrain effectuée par le personnel du secrétariat du fonds, les bureaux de terrain du Haut-Commissariat, les composantes Droits humains des missions de maintien de la paix et les membres du Conseil. Pour ce qui est des organisations qui soumettaient des propositions pour la première fois et dont les projets avaient été préapprouvés pour un financement en 2021 par le Conseil à sa vingt-cinquième session, des réunions d'évaluation ont été organisées à distance par le secrétariat du fonds. Ces réunions à distance remplaceront les visites d'évaluation sur le terrain jusqu'à ce que les restrictions de voyage soient levées.

III. Situation financière du fonds

11. Les membres du Conseil d'administration et le secrétariat du fonds ont continué d'œuvrer à recueillir des fonds et à sensibiliser le public. À la fin de 2020, le montant total des contributions versées au fonds et des promesses de dons s'élevait à 848 419 dollars. Néanmoins, le sous-financement reste un problème majeur. Depuis 2002, le fonds a reçu 12,4 millions de dollars de contributions des États Membres, ce qui représente un revenu annuel moyen de 652 000 dollars. Cependant, le fonds aurait besoin, au minimum, de 2 millions de dollars de contributions par an pour s'acquitter pleinement de son mandat et répondre de manière adéquate aux besoins des victimes en octroyant des financements à tous les projets qui le méritent. Les contributions reçues en 2020 pour 2021 ne représentaient que 42 % de cette somme. Le fonds espère atteindre la cible annuelle de 1,2 million de dollars de contributions, au vu des réactions positives reçues d'un nombre croissant de représentants d'États et d'autres parties concernées au sujet de ses opérations.

12. Le tableau ci-après récapitule les contributions et promesses de dons reçues en 2020.

Contributions et promesses de dons reçues en 2020

(En dollars des États Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de réception</i>
Andorre	17 921	14 décembre
Australie	113 602	29 décembre
Allemagne	477 897	16 décembre
Inde	50 000	18 février
Luxembourg	17 605	26 octobre
Arabie saoudite	75 000	17 novembre
Espagne	23 696	29 septembre
République de Corée	40 000	31 août
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	32 698	24 février
Total	848 419	

IV. Vingt-cinquième session du Conseil et activités intersessions

13. La vingt-cinquième session du Conseil d'administration s'est tenue à distance du 23 au 27 novembre 2020, en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19. Le 2 décembre 2020, à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le fonds a organisé une table ronde intitulée « Formes contemporaines d'esclavage et discrimination raciale : soutien apporté par la société civile aux rescapés pendant la pandémie mondiale » (voir par. 20 à 23).

14. De plus, le Conseil a continué de s'employer à renforcer sa collaboration avec d'autres intervenants s'occupant des formes contemporaines d'esclavage. Il a notamment rencontré la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Maria Grazia Giammarinaro, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Tomoya Obokata, et la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, Mama Fatima Singhatheh, pour discuter des synergies stratégiques. Le 2 décembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, ces rapporteurs spéciaux et d'autres mécanismes compétents des Nations Unies ont publié une déclaration commune, dans laquelle ils ont appelé les gouvernements à intensifier les efforts qu'ils déployaient pour identifier et protéger les victimes de l'esclavage et de la traite et notamment à veiller à ce que ces personnes aient accès, sans discrimination, aux services de santé essentiels, à un soutien psychosocial, à l'assistance juridique, à la formation professionnelle, à des activités génératrices de revenus et à des moyens de recours, afin que personne ne soit laissé de côté en raison de la pandémie. Ils ont en outre exhorté les gouvernements à renforcer les cadres de protection sociale et de protection des travailleurs et travailleuses en luttant contre les inégalités existantes qui étaient fondées sur des motifs tels que le sexe, le genre, l'âge, la race et d'autres facteurs qui accentuaient la

vulnérabilité de certaines populations à l'esclavage et à l'exploitation. Enfin, ils ont demandé aux États Membres et à d'autres entités de s'attaquer aux causes structurelles qui contribuaient à l'esclavage et à l'exploitation et de continuer à apporter leur soutien à celles et ceux qui offraient une assistance globale aux victimes, notamment en versant des contributions au fonds.

A. Recommandations concernant l'octroi de subventions

15. Comme suite à une évaluation approfondie des propositions de projet recevables faite par le secrétariat du fonds pendant l'intersessions, le Conseil d'administration a été saisi de 61 demandes de subventions au titre de projets visant à fournir une assistance aux victimes de formes contemporaines d'esclavage partout dans le monde, pour un montant total de 1 594 000 dollars. Il a décidé d'examiner en priorité les projets dont le financement avait été vivement recommandé par le secrétariat du fonds. Compte tenu de l'impact négatif de la pandémie sur la situation déjà précaire des rescapés de l'esclavage et des organisations de la société civile qui leur viennent en aide, il a également décidé de maintenir les partenariats existants et d'accorder la priorité aux bénéficiaires qui recevaient déjà un financement. Il a recommandé l'approbation de 37 projets, pour un montant total de 729 650 dollars. Ces recommandations ont été approuvées par la Haute-Commissaire, au nom du Secrétaire général, le 2 février 2021. Neuf autres propositions de projet hautement recommandées – d'un montant total de 135 000 dollars – n'ont pu être financées faute de ressources disponibles.

16. En 2021, grâce à ces 37 subventions, le fonds viendra en aide à des organisations non gouvernementales actives dans 30 pays pour soutenir des projets répartis comme suit : 7 projets en Afrique ; 9 en Asie et dans le Pacifique ; 4 en Europe orientale ; 5 en Amérique latine et dans les Caraïbes ; 5 dans les pays du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Ces projets devraient offrir réparation et services de réadaptation à plus de 17 877 personnes ayant été victimes de formes contemporaines d'esclavage, telles que les pires formes de travail des enfants, le travail servile ou forcé, l'exploitation sexuelle ainsi que les mariages d'enfants et les mariages forcés. Par exemple, le fonds aidera le Centro de Defesa da Vida e dos Direitos Humanos Carmen Bascarán, au Brésil, à apporter une aide sociale, juridique et humanitaire à 100 victimes de la traite à des fins de travail forcé dans l'agriculture. En Bosnie-Herzégovine, Novi Put offrira des services juridiques, psychologiques, sociaux et éducatifs à 30 enfants roms victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, de mariage forcé, de mendicité forcée ou de servitude domestique. Aux Philippines, la Preda Foundation fournira une assistance médicale, psychologique, sociale et juridique à 30 enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

17. Les figures I et II présentent une ventilation, par région et par forme contemporaine d'esclavage, des 37 subventions approuvées pour 2021.

Figure I
Subventions octroyées pour 2021, par région

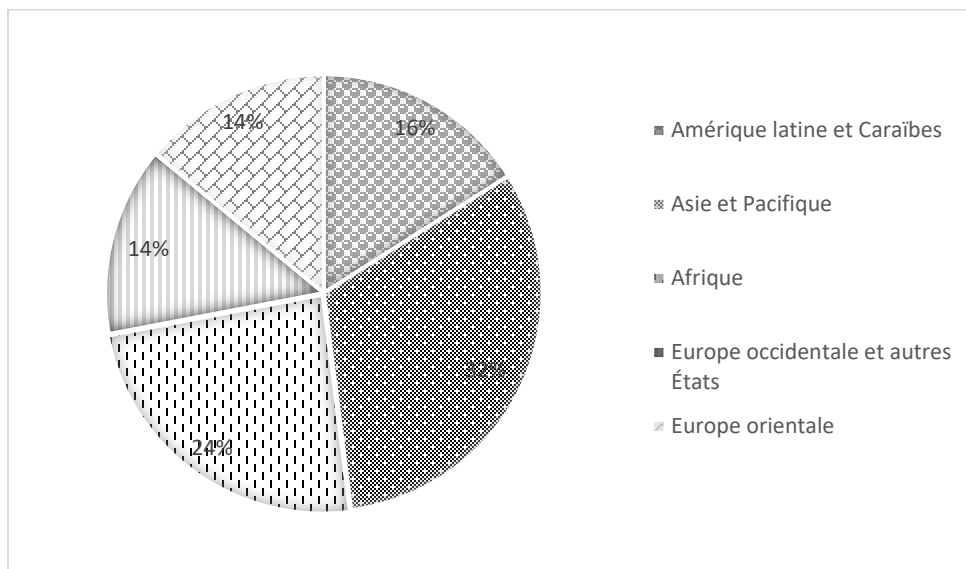
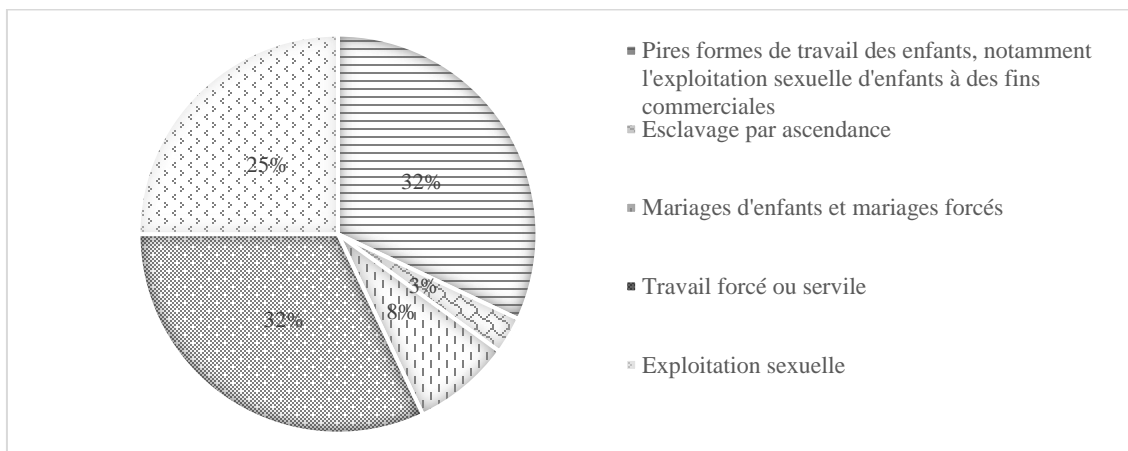


Figure II
Subventions octroyées pour 2021, par forme contemporaine d'esclavage



B. Recommandations stratégiques

18. À sa vingt-cinquième session, le Conseil a adopté une version révisée des directives du fonds à l'usage des bénéficiaires et des demandeurs afin de donner une plus grande liberté aux organisations en ce qui concernait l'utilisation du financement et ainsi de leur permettre de faire face aux aléas de la pandémie, comme l'avait conseillé le Comité permanent interorganisations¹. De plus, il a décidé de recommander que ces directives fassent l'objet d'une révision complète, que des

¹ Comité permanent interorganisations, « Proposal for a harmonized approach to funding flexibility in the context of COVID-19 », groupe du Comité permanent chargé de la question du financement humanitaire (IASC Results Group 5 on Humanitarian Financing), juin 2020.

méthodes de travail et un règlement intérieur soient élaborés par écrit et que ces documents soient examinés et adoptés à sa vingt-sixième session.

19. Faute de temps, le Conseil a décidé de se prononcer sur d'autres questions stratégiques à la réunion intersessions suivante. Au cours de cette réunion qui s'est tenue à distance le 28 janvier 2021, il a discuté de la campagne prévue de célébration du trentième anniversaire du fonds, qui serait menée en 2021. Il a décidé de saisir l'occasion de cette campagne pour faire le point de la situation et procéder à un exercice de planification stratégique, l'objectif étant de réfléchir aux progrès accomplis et aux difficultés rencontrées et d'orienter ses travaux à sa vingt-sixième session. La campagne sera lancée lors d'un webinaire organisé à l'échelle mondiale dans le cadre de la quarante-huitième session du Conseil des droits de l'homme et s'achèvera par un séminaire ou un webinaire organisé sur le terrain. L'objectif de cette campagne sera de raconter l'histoire du fonds à travers un ensemble de témoignages de rescapés de l'esclavage du monde entier auxquels le fonds a apporté son aide au cours des trois dernières décennies. De plus, des manifestations, des ateliers et des webinaires seront organisés en collaboration avec les bureaux de terrain du HCDH, d'autres mécanismes de lutte contre l'esclavage des Nations Unies et des organisations de la société civile.

C. Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage et table ronde sur la réadaptation des victimes de l'esclavage

20. À l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le fonds a organisé, à distance, sa cinquième table ronde, intitulée « Formes contemporaines d'esclavage et discrimination raciale : soutien apporté par la société civile aux rescapés pendant la pandémie mondiale ». La table ronde s'est ouverte sur un message vidéo de la Haute-Commissaire. Elle a été coanimée par le Directeur de la Plateforme de Genève sur les droits humains, Felix Kirchmeier, et la Représentante permanente adjointe du Royaume-Uni auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationale sises à Genève et ambassadrice internationale des droits humains, Rita French. Des déclarations ont été faites par le Président du Conseil, un membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Tina Stavriniaki, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, et un membre du personnel du HCDH. De plus, les représentantes et représentants de la société civile ci-après ont apporté un témoignage : Tsigereda Birhanu, cofondatrice et responsable de projets, Egna Legna Besidet (Liban) ; Rahaf Dandash, assistante sociale, Anti-Racism Movement (Liban) ; Irma Šiljak, administratrice de programme, Medica Zenica Association (Bosnie-Herzégovine) ; Roque Renato Pattussi, coordonnateur général, Centro de Apoio e Pastoral do Migrante (Brésil). Les organisations et centres de réadaptation susmentionnés sont tous des bénéficiaires actuels du fonds.

21. Ont participé à la réunion les représentantes et représentants des 40 États ci-après : Afghanistan, Allemagne, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Burkina Faso, Chypre, Égypte, Espagne, Eswatini, Finlande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Mexique, Namibie, Népal, Norvège, Panama, Portugal, Qatar, Royaume-Uni, Slovaquie, Somalie, Suisse, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie et État de Palestine.

22. Les intervenantes et intervenants ont mis en évidence les liens qui existaient entre les formes contemporaines d'esclavage et la discrimination raciale en soulignant que celle-ci facilitait l'esclavage contemporain, car elle rendait les personnes vulnérables à l'exploitation fondée sur la race, la couleur de peau, l'ascendance et

l'origine nationale ou ethnique. La Haute-Commissaire a souligné que la discrimination raciale, qui existait de longue date et qui était généralisée et profondément liée à l'inégalité d'accès à la justice, à l'éducation, aux services de santé, à la terre, aux moyens de subsistance ou aux emplois décents, était l'une des principales raisons pour lesquelles des personnes devenaient victimes de formes contemporaines d'esclavage. Elle a mis l'accent sur l'appui essentiel que le fonds avait apporté aux organisations de la société civile du monde entier qui avaient répondu aux besoins humanitaires accrus des rescapés de l'esclavage pendant la pandémie et a demandé qu'un plus grand soutien financier soit fourni au fonds. La Représentante permanente adjointe a salué le rôle déterminant joué par le fonds dans les efforts mondiaux de lutte contre l'esclavage et déclaré que celui-ci influait sur le cours des choses et changeait des vies. Le Rapporteur spécial a souligné l'impact disproportionné de la pandémie sur les groupes minoritaires et les personnes victimes de discrimination fondée sur la caste et donné des exemples de travailleurs migrants qui avaient été stigmatisés pendant la pandémie au motif qu'ils étaient prétendument « porteurs » du virus. De plus, il a exhorté les États Membres à prendre des mesures adéquates pour atténuer les risques croissants d'esclavage contemporain et à soutenir le fonds. Mme Stavrinaki a souligné qu'il importait d'établir des liens de coopération solides entre tous les mécanismes des Nations Unies et les acteurs de la société civile afin de renforcer le processus de suivi et de contrôle de l'application des recommandations faites par les mécanismes aux États Membres.

23. Au cours de la table ronde, les bénéficiaires du fonds ont explicité les liens entre la discrimination raciale et les formes contemporaines d'esclavage en s'appuyant sur leur expérience directe du travail avec les victimes. Ils ont également mis l'accent sur la détérioration rapide des conditions de vie des victimes, qui était due à la pandémie. Le témoignage d'une femme éthiopienne victime de servitude domestique au Liban a montré comment les victimes étaient exposées à de multiples formes de violations des droits humains. Les praticiens ont également fait part des difficultés qu'ils éprouvaient à apporter une aide médicale, psychologique, sociale, juridique et humanitaire aux victimes des formes contemporaines d'esclavage pendant la pandémie. Les participants ont souligné qu'il était nécessaire de renforcer les mesures de prévention et les campagnes de sensibilisation ciblant les populations marginalisées, ainsi que les mécanismes de protection et de réparation pour lutter contre l'impunité et garantir une réparation aux victimes. Ils ont également souligné qu'il importait de donner aux rescapés les moyens de jouer un rôle de chef de file dans leur communauté et de devenir des agents du changement social afin de faire avancer les choses pour eux-mêmes et pour les générations futures. Ils ont indiqué que chaque personne avait le devoir de participer à l'action collective visant à mettre fin à l'esclavage. Les exposés ont été suivis par un débat public.

V. Versement de contributions au fonds

24. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées sont invités à contribuer au fonds. Les donateurs sont priés de faire figurer sur l'ordre de paiement la mention suivante : « for the slavery fund, account SH ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur la manière de procéder et sur le fonds, ils peuvent s'adresser au secrétariat du fonds à l'adresse suivante :

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
 Organisation des Nations Unies
 CH-1211 Genève 10
 Suisse
 Adresse électronique : slaveryfund@ohchr.org
 Téléphone : 41 22 917 9376

Télécopie : 41 22 917 9017

<https://www.ohchr.org/FR/Issues/Slavery/UNVTFCFS/Pages/WhattheFundis.aspx>

VI. Conclusions et recommandations

25. Le Conseil d'administration, agissant de concert avec le secrétariat du fonds, a intensifié ses initiatives de sensibilisation pour faire mieux connaître le fonds et renforcer la coordination avec les autres acteurs œuvrant à l'élimination de toutes les formes d'esclavage, en particulier les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, les organes conventionnels et l'Alliance 8.7.

26. L'intérêt suscité par les tables rondes annuelles organisées par le fonds montre combien il importe d'échanger des connaissances dans le domaine de l'assistance aux victimes de l'esclavage. Dans le cadre de la cinquième table ronde, l'accent a été mis sur le fait que la situation déjà précaire des rescapés de l'esclavage s'était encore détériorée pendant la pandémie, et que certains groupes étaient désormais plus susceptibles d'être victimes de formes contemporaines d'esclavage.

27. Les États Membres et les autres parties prenantes, en particulier le secteur privé, sont instamment priés de contribuer au fonds, afin de démontrer concrètement leur volonté d'abolir l'esclavage et de réaliser la cible 8.7 associée aux objectifs de développement durable. Le fonds devrait recevoir, au minimum, 1,2 million de dollars chaque année pour répondre de façon satisfaisante aux demandes d'assistance qui lui sont adressées au titre des subventions de projets.